



**CTAC du 26 octobre 2012**

## **Déclaration liminaire SPSCM /CGC**

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs,

Nous constatons depuis plusieurs mois que le dialogue social en administration centrale a tendance à déperir. Les groupes de travail se font de plus en plus rares ; le contenu du CTAC lui-même ressort plus du bilan et de problèmes de réorganisation que de la vie professionnelle des agents et des diverses difficultés qu'ils rencontrent.

S'agissant des groupes de travail, il semble qu'une majorité de thèmes soit désormais traitée au niveau ministériel sans que ces thèmes ne soient, en tout ou partie, déclinés au niveau de l'administration centrale.

Quelles sont les préoccupations des agents ? Essentiellement leurs conditions de travail (lesquelles englobent la nature et la charge de leur travail), la façon dont on reconnaît ce travail, ainsi qu'une meilleure transparence dans leur gestion, collective et individuelle.

S'il est prévu que Bercy perdra en 2013 plus de 2500 emplois, il faut souligner que l'administration centrale va en perdre près de 200, la diminution des effectifs affectant même des directions comme le Budget ou la DG Trésor. Il est patent que les conditions de travail vont continuer à se dégrader, notamment dans les services où la situation des effectifs est déjà tendue. On reste ainsi dans une logique comptable et nous regrettons que cette pression financière s'exerce avant même que ne soit conçue la rationalisation des politiques à mener au sein de Bercy.

S'agissant de la reconnaissance du travail, s'il n'appartient pas à ce ministère de décider de la hausse du point d'indice, il est un domaine qui lui est propre, à savoir le régime indemnitaire, au sujet duquel une meilleure transparence doit être recherchée.

De même, l'entretien professionnel, qui fait actuellement l'objet d'un audit, doit être réformé afin de le rendre plus lisible et plus cohérent, notamment avec les signes de reconnaissance que sont l'avancement différencié d'échelon et, pour les agents de catégorie A, le montant du bonus annuel.

L'inquiétude se fait également jour sur la politique de promotions qui pourraient être durablement revue à la baisse. Cette inquiétude se nourrit d'un défaut d'information sur les sujets qui comptent vraiment aux yeux des agents.

Nous formons donc le vœu que le dialogue social ne s'exerce pas a minima, mais retrouve sa vocation en abordant les sujets qui sont au cœur des préoccupations des agents de Bercy. Pour autant, ce dialogue ne pourra pas être de qualité tant que les contraintes financières primeront toute réflexion en la matière.

Je vous remercie.